

Les notes comportant références bibliographiques complètes et compléments d'informations se trouvent sur la version PDF jointe à cet article. « A la base de l'ordre social moderne se trouve non le bourreau mais le professeur. Ce n'est pas la guillotine mais le (bien nommé) doctorat d'Etat qui est l'instrument principal et le symbole essentiel du pouvoir d'Etat. Le monopole de l'éducation légitime est maintenant plus important et plus décisif que le monopole de la violence légitime » **Ernest Gellner, Nations et nationalisme, 1983 Ernest Gellner et le monopole de l'éducation légitime** Né à Paris en 1925, Ernest Gellner grandit à Prague, puis au Royaume-Uni où se réfugièrent ses parents en 1939, contraints de fuir l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie. Son oncle Otto Gellner ne survécut pas au génocide et fut tué à Varsovie en 1942. Après la guerre, Gellner entreprit plusieurs voyages en Afrique du Nord grâce auxquels il collecta de nombreuses informations qui lui permirent de rédiger un doctorat en anthropologie sociale ainsi que plusieurs ouvrages sur les sociétés berbères et sur l'islam . Il enseigna la sociologie et la philosophie à la London School of Economics, puis devint professeur à Cambridge à partir de 1984. En 1983, il publia Nations and nationalism dans lequel il analysait les conditions de surgissement de l'Etat-nation. Gellner donne à la culture enseignée une place majeure dans ce processus, montrant combien c'est le nationalisme qui engendre la nation et non l'inverse. La diffusion d'une culture homogène est assurée par un système scolaire dont la fonction normative est placée sous le contrôle de l'Etat. Esprit imaginatif, Gellner met en miroir dans ce livre la fonction du bourreau dans les sociétés d'ancien régime avec celle du professeur dans les sociétés modernes. S'exprimant en langage wébérien, il voit le passage du monopole de la violence légitime à celui de l'éducation légitime. La relecture de Gellner permet d'éclairer la fonction de l'enseignant dans le monde moderne. Y compris lorsque sa tâche n'est plus de participer à la construction de la nation, elle demeure toutefois de diffuser une culture homogène. L'enseignement de l'histoire tient évidemment une place centrale dans ce dispositif. C'était le cas au temps d'Ernest Lavisse et d'Augustin Thierry. C'est toujours le cas aujourd'hui. Sous une forme plus sophistiquée qu'au XIXème siècle, le roman national existe toujours mais il s'accompagne aujourd'hui d'autres ressources mythologiques que nous prétendons ici déconstruire : tout particulièrement celles relatives aux valeurs républicaines et à l'universalisme de la patrie des droits de l'homme. « Théologie masquée » selon Nietzsche, l'histoire est écrite par une caste de savants attachés à transmettre et à entretenir, de manière consciente ou non, des mythes fondateurs. Elle est aussi un nationalisme masqué, le nationalisme ne pouvant s'exprimer que de manière masquée après avoir été le ciment idéologique ayant conduit à deux guerres mondiales et à des désastres humains d'ampleurs inédites. Le mythe français des « valeurs républicaines » Le thème des « valeurs républicaines » se trouve au cœur du processus de diffusion d'une culture homogène et normative. Références aujourd'hui obsessionnelles, elles sont pourtant indéfinissables de manière claire et sont généralement réduites de manière exclusive à la notion de laïcité élevée au rang de religion d'Etat. Elles vont aussi dans le sens de la recherche anxieuse d'une unité nationale, culturelle et historique. La fonction du professeur d'histoire est centrale dans ce dispositif et c'est prioritairement à lui que l'on s'est adressé afin d'assurer des leçons d'éducation civique et morale. A ce bas clergé laïque et séculier se joint un haut-clergé universitaire qui construit du savoir. Suzanne Citron a raison d'écrire que les historiens du XIXème siècle, Michelet, Lavisse ou Thierry sont des « Pères de la République » . Ils le sont, au même titre que Saint Jérôme ou Saint Augustin furent des Père de l'Eglise. L'association de la République et de la Démocratie est devenue quasi naturelle aujourd'hui, elle ne va pourtant nullement de soi. Lorsque Jean Bodin publie ses Six livres de la République, à partir de 1576, il assure une défense acharnée de la monarchie. Et - sorte de Confucius français - se fait le théoricien de la soumission à un appareil d'Etat en cours d'élaboration. Le terme République continua d'être employé sous le premier Empire, tandis que Louis-Philippe fut

qualifié de « Roi républicain ». Autrement dit, le terme est d'une telle plasticité qu'il peut s'adapter à des régimes très différents. Son emploi coïncide assez bien à la remarque formulée par Durkheim lorsqu'il écrit que « l'idée finit par devenir d'une ambiguïté qui défie la discussion. Car n'ayant pas de contours définis, elle peut se transformer presque à volonté, selon les besoins de la cause, et sans qu'il soit possible à la critique de prévoir par avance tous les aspects divers qu'elle est susceptible de prendre ». Le sens de l'expression n'en est que plus mystérieux, car au fond, personne n'est capable de définir ce que sont les « valeurs républicaines ». Le préalable serait d'ailleurs de poser la question : mais de quelle République ? L'Etat assigne à l'école le rôle de transmettre ces valeurs au point que des professeurs peuvent être évalués en examinant leur « éthique républicaine ».

L'obsession des « valeurs républicaines » peut relever de la tragi-comédie lorsqu'au mois d'août 2016, le premier ministre Manuel Valls estimait qu'un vêtement de plage - du reste peu porté - n'était pas « compatible avec les valeurs de la France et de la République » . Les valeurs de la République tiendraient donc du dress-code excluant. Si on examine le monde des organisations politiques, on remarquera qu'au printemps 2015, l'UMP s'auto-rebaptisa Les Républicains tandis que le mouvement En Marche se fit La République en Marche au lendemain du second tour de l'élection présidentielle de 2017. On se souviendra aussi que Manuel Valls, candidat éconduit par le mouvement d'Emmanuel Macron, avait pourtant cru bon, en guise d'argument au micro de RTL le 9 mai, d'inventer le slogan : « La République, ça me va bien ! ». Le 19 mai, à peine élu président de la République, Emmanuel Macron, en visite au Mali, s'adressait aux soldats des troupes stationnées sur place en leur disant qu'ils sont « L'avant-garde de la République ». Du point de vue strictement pratique, la République peut en effet être considérée comme la version martiale de la Démocratie. En ce sens, l'appel répété à des « valeurs républicaines » qui ne sont jamais définies contient une forme de nostalgie de l'ordre, voire du prestige de l'empire et du rayonnement colonial. Comme l'écrit Suzanne Citron : « Les conquêtes coloniales donnent à l'histoire républicaine sa cohérence » . Depuis la proclamation du « gouvernement de défense nationale » par Gambetta le 4 septembre 1870, l'identité républicaine se définit par la nécessité de défendre la patrie contre les menaces que font peser sur elle les étrangers, dans comme en dehors des frontières métropolitaines. C'est là un point important pour comprendre l'appareil idéologique de l'Etat français. C'est aussi ce qui est à l'origine du projet de déchéance de la nationalité envisagé à la fin de l'année 2015 et qui supposait étrangement l'impossibilité être à la fois terroriste et français . La menace est nécessairement étrangère. L'héritage idéologique national repose certes en partie sur la mémoire de la Révolution mais aussi sur l'intériorisation du bonapartisme et du prestige colonial. Ces deux derniers éléments ont construit cette forme particulière de provincialisme présomptueux qu'est l'universalisme français. Ainsi, la France, subjectivement « Pays des Droits de l'Homme », est-elle aussi le pays de l'alternance de cycles politiques autoritaires et centralisateurs. Les Gaulois de Vercingétorix à Philippe Pétain Dans Qu'est-ce que le tiers-état ? , en 1789, l'Abbé Sieyès se demandait pourquoi le tiers « ne renverrait-il pas dans les forêts de Franconie toutes ces familles qui conservent la folle prétention d'être issues de la race des conquérants et d'avoir succédé dans leurs droits ? La nation, alors épurée, pourra se consoler, je pense, d'être réduite à ne se plus croire composée que des descendants des Gaulois et des Romains ». C'est là un texte politique étonnant ou Sieyès - quoi qu'avec une certaine prudence - cherche à « racialisier » les rapports de classe dans la perspective d'une construction nationale « purifiée ». C'est sans doute un texte pionnier forgeant le mythe de « nos ancêtres les Gaulois ». Dans le processus en gestation de construction nationale, la nation « épurée » y est ici d'ascendance gauloise et romaine, tandis que la noblesse est « étrangère », originaire de Franconie, autrement dit d'Allemagne. Plus tard, avec le Consulat et l'Empire, cette

racialisation des classes sociales s'estompera. Le retour des aristocrates « émigrés » exigeait qu'ils fussent accueillis comme des membres à part entière de la nation française et non d'une ascendance distincte. Par ailleurs, avec les conquêtes napoléoniennes, il était moins nécessaire de recourir à l'artifice racial, les antagonismes de classes étant détournés vers les guerres envers les autres nations. Resta le recours au mythe gaulois qui, lui, persista et se perfectionna sous la III^{ème} République, pour ne pas avoir totalement disparu aujourd'hui. Scène fondatrice, la défaite d'Alésia figurant Vercingétorix déposant les armes aux pieds de César occupa l'avant-scène du nouveau récit. Le tableau de Lionel Royer représentant le héros gaulois à cheval devant un César assis la fait davantage ressembler à une victoire qu'à une défaite. Quoi qu'il en soit, cet épisode n'a jamais eu lieu. Comme le font remarquer les archéologues Jean-Paul Demoule et Christian Goudineau, cette même scène décrite par César dans sa Guerre des Gaules tient en quatre mots : « Vercingetorix deditur, arma proinciuntur », « on livre Vercingétorix, on jette les armes », c'est à dire l'ensemble des armes qui furent jetés du haut des remparts . Après la défaite de la France face à la Prusse en 1870, l'image de la reddition d'Alésia permit de justifier la reddition de Napoléon III au Kayser, nouveau César. La défaite de Sedan pouvait ainsi glisser de l'humiliation à l'apparence d'une sortie dans la dignité. En 1940, le régime de Vichy put s'emparer de cette représentation. En effet, le régime de Pétain ne se situa pas toujours en position de rupture par rapport au régime qui le précédait : l'usage du symbole de la francisque montre combien il savait réemployer les « stéréotypes gaulois » que diffusaient les « hussards noirs » de la III^{ème} République. Il en fut de même de la reddition d'Alésia qui servit alors de justificatif historique à la capitulation et au régime de collaboration. Charles Martel et les musulmans du « Petit Lavisse » à Soumission de Houellebecq « Instituteur national », selon la formule de Pierre Nora dans Les Lieux de Mémoire , Ernest Lavisse a donné son nom à des manuels et à un type de récit historique qui ont influencé plusieurs générations d'écoliers et de collégiens. Ils y apprirent l'histoire de France dans des versions régulièrement rééditées du « Petit Lavisse ». Ces manuels ont construit un récit qui s'appuie sur de grands événements-clés, parmi lesquels figure la fameuse bataille de Poitiers de 732, au cours de laquelle Charles Martel arrêta les troupes arabes. L'édition du Lavisse pour Cours Moyen de 1894 raconte qu' : « un de ces seigneurs (francs venus d'Austrasie, c'est-à-dire de Gaule de l'Est), Charles Martel, défendit la Gaule contre une invasion des Arabes, peuples d'Asie qui avait déjà conquis le nord de l'Afrique et l'Espagne. Il battit les Arabes près de Poitiers (732) » . Celle de 1924 nous apprend que : « Les Arabes se retirèrent dans leur camp, et, pendant la nuit, ils s'enfuirent. Ainsi, Charles Martel a empêché les Arabes de conquérir notre pays » . Un autre manuel plus récent, édité en 1955 chez Nathan, rappelle quant à lui que « A l'époque des rois fainéants, un grand danger menace la Gaule. Les Arabes venus d'Afrique, passent les Pyrénées et s'avancent jusqu'à la Loire. Partout flambent les églises et les villes (...) Charles, vainqueur des Arabes est appelé Charles Martel : car il avait brisé les ennemis, de même que le marteau brise la pierre et le fer » . Ces deux éditions insistent sur l'héroïsme du fondateur de la dynastie carolingienne qui tenait son prestige de la victoire contre des fanatiques musulmans. L'association entre islam et fanatisme est un lieu commun ancien de l'historiographie française. Le manuel de 1955 insiste sur le rôle délétère des « rois fainéants ». C'est là une manière, pour l'institution scolaire, de défendre une de ses valeurs fondamentales : le travail . Aux yeux du maître d'école ou du professeur qui prépare ses élèves à accepter une vie laborieuse, le travail est toujours vertueux et la paresse est la plus grande des fautes . Les « valeurs républicaines » ne sont jamais éloignées de la « valeur travail ». Dès lors, tout souverain traînant une réputation de fainéantise est nécessairement mauvais. A cause de la « fainéantise » du pouvoir - autrement dit, de l'incompétence des dirigeants - le pays est exposé aux plus graves

menaces ... en l'occurrence, les invasions arabo-musulmanes ... C'est aussi la trame du livre de Michel Houellebecq, Soumission . Ce (mauvais) roman d'anticipation ne fait que reprendre l'ultra-classique trame mythologique de la bataille de Poitiers. Houellebecq fait dire à l'interlocuteur de son personnage principal - François - parti se réfugier dans le village de « Martel » : « Tout le monde sait que Charles Martel a battu les Arabes à Poitiers en 732, donnant un coup d'arrêt à l'expansion musulmane vers le Nord. C'est en effet une bataille décisive, qui marque le vrai début de la chrétienté médiévale ; mais les choses n'ont pas été aussi nettes, les envahisseurs ne se sont pas repliés immédiatement, et Charles Martel a continué de guerroyer contre eux pendant quelques années en Aquitaine ». A l'héroïsation de Charles Martel, s'ajoute l'émergence d'un événement fondateur donnant naissance à la chrétienté médiévale. Dans le récit scolaire classique comme chez Houellebecq, la constitution de la Chrétienté est réalisée en luttant contre les invasions arabes, soit dans une dynamique défensive. Les Chrétiens d'Occident sont ainsi tenus à un rôle qui n'est jamais offensif. Exit les Croisades dans les références historiques de Michel Houellebecq. On sait en outre depuis les travaux d'Henri Pirenne que le rôle de Charles Martel se borna sans doute à arrêter une simple razzia et non une invasion en règle par les troupes arabo-berbères. Houellebecq a raison de préciser, par la voix de son personnage, que Charles Martel continua de « guerroyer » dans le sud-ouest. En 738, il entreprit le siège de Narbonne - Arbûnah - entre les mains des musulmans depuis 719. Jack Goody nous apprend que cette expédition fut « si dévastatrice pour les villes de la région qu'elle soulève un fort sentiment contre les Francs. » En 759, Pépin le Bref relança enfin l'offensive contre Narbonne, reprit la ville aux Arabes et pacifia les populations locales. On saura entendre toute la brutalité contenue dans l'emploi du verbe « pacifier ». On notera qu'en Espagne comme en territoire francs, les musulmans n'ont pas cherché à convertir les populations locales. Une présence musulmane est également établie dans la partie orientale de la côte méditerranéenne franque. Le nom porté par le massif des Maures peut en témoigner. Par ailleurs, des sources mentionnent la fameuse place-forte sarrasine de Fraxinetum , sise au-dessus du golfe de Saint Tropez, et peuplée d'Arabo-Berbères au Xème siècle. Ces derniers négocièrent des accords avec certains seigneurs locaux tels que Bérenger d'Ivrée. L'empereur Otton chercha à négocier avec le calife de Cordoue afin d'obtenir le rappel des bandes sarrasines se livrant à des raids en Provence. La capture de Mayeul, abbé de Cluny, semble avoir convaincu le comte de Provence - Guillem d'Arles - de déloger les Sarrasins de Fraxinetum, ce qu'il fit en lançant plusieurs offensives militaires en 972 . De cette présence musulmane en Provence, il reste des traces. On a pu reconnaître une étymologie d'origine arabe à la ville de Ramatuelle : Rahmatu Allah, miséricorde de Dieu. Au Xème siècle, tandis que l'Espagne musulmane se dotait d'une puissante flotte de navires de commerce et de guerre, la présence maure dans le sud de la France enrichit le vocabulaire par l'introduction de termes arabes. Plusieurs appartiennent au domaine de la navigation : le dâr al-Sinâ'a , le chantier naval (littéralement : l'atelier), a ainsi donné naissance à notre « arsenal », de même que al-amîr al-bahar , le « prince de la mer », s'est transformé en « amiral ». Autrement dit, le récit de l'invasion arabe repoussée par un Charles Martel peint en champion du monde occidental, tel qu'il est rapporté par les manuels Lavissee comme par Michel Houellebecq, appartient au domaine du mythe rétrospectif. Pour le dire plus simplement, le maire du Palais Charles Martel n'était pas plus français que ne l'était son adversaire l'émir Abd al-Rahman lors de la bataille de la « Chaussée des Martyrs » . Les deux épisodes de Poitiers et d'Alésia mis côte à côte expriment un double complexe national : de supériorité - généralement vis-à-vis des Arabes - et d'infériorité - souvent vis-à-vis des Allemands. Ils rappellent également, dans une France toujours préoccupée par la centralisation que l'unité nationale assure la victoire tandis que la désunion nationale est synonyme de défaite. L'Affaire Dreyfus ou du bon

usage de la « théorie du complot » La référence à une « théorie du complot », pour la dénoncer comme pour la défendre, est une autre obsession contemporaine. Cette dernière occupe une place importante dans le processus de construction d'une culture homogène. La formule peut paraître étrange : tout comme les « valeurs républicaines », la « théorie du complot » est impossible à définir. L'usage du singulier témoigne qu'il n'y en aurait qu'une seule, or de quelle théorie s'agit-il ? Dans le dispositif rhétorique, l'accusation de complotisme permet aisément de discréditer la construction argumentative de l'interlocuteur en en faisant un esprit crédule et sensible aux rumeurs les plus folles. Parmi ces dernières, les plus récurrentes évoquent le contrôle du monde par - pêle-mêle - les juifs, les francs-maçons, les Illuminati ou un groupe d'extra-terrestres. Les personnalités donnant du crédit à ces mythes existent, mais elles ne sont certainement pas les seuls à pécher par excès de crédulité. Car, au fond, expliquer que Clovis est à l'origine de la France est aussi faux que de dire que les juifs, les Illuminati ou les Reptiliens contrôlent l'ordre mondial. Les complots ne guident jamais de manière décisive le flux de l'histoire, c'est une évidence. Il ne faudrait pas pour autant en tirer la conclusion qu'ils n'existent pas. Bien des trucages et des manœuvres ont été organisés par des cliques, y compris voire surtout dans des régimes républicains et démocratiques. En effet, sous un régime totalitaire, les basses œuvres, les éliminations physiques et les atrocités ont moins de raison d'être cachées que dans des régimes démocratiques. Les actes criminels d'Etat y ont même une fonction dissuasive et menaçante. C'est ainsi que Mussolini assumait sans hésitation en janvier 1925, devant la chambre des députés, l'assassinat du député socialiste Matteotti par ses squadristi . L'histoire nationale regorge d'« affaires » qui nécessitent l'organisation d'authentiques « complots » si on entend par là des projets préparés en toute discrétion par des groupes ou des institutions : le « suicide » de Stavisky en 1934, les élections truquées de 1948 en Algérie ou bien encore la destruction du Rainbow Warrior par des agents des services secrets français en 1985, mais aussi ... L'Affaire Dreyfus. Comme l'a bien montré Shlomo Sand, lorsqu'en 1894 éclata la « première Affaire Dreyfus » - à partir de la première comparution du capitaine devant le conseil de guerre - la France ne fut pas coupée en deux . La presse était unanimement anti-dreyfusarde et un consensus politique avait été réalisée autour de la culpabilité du capitaine. Les rares personnalités qui refusèrent d'emblée de se joindre à cette unité étaient loin d'être des modérés et des habitués des banquets républicains. Bernard Lazare était un fougueux journaliste et critique littéraire nourri au lait de l'anarchisme et Jean Allemane dirigeait l'extrême-gauche du mouvement socialiste français. Or ils furent les pionniers de la défense de Dreyfus, ce malgré leur aversion pour le militaire qu'il était. Car, contrairement à ce que le récit rétrospectif a tendance à affirmer aujourd'hui, de 1894 à 1898 (année de parution de J'accuse) pour défendre Dreyfus, il ne fallait pas se conformer à l'ordre républicain, mais au contraire s'y opposer farouchement. Il fallait être capable de suspecter une armée et des dirigeants bien installés dans le régime de ce dont ils étaient parfaitement capables : à savoir d'une machination, ou pour le dire autrement, d'un complot. Convaincu par Lazare d'entrer publiquement dans la bataille, Zola non plus, ne s'est pas comporté en modéré. Dans J'accuse, il accuse des personnalités centrales de l'état-major . Peut-être l'aurait-on aujourd'hui qualifié de « complotiste ». Il fut surtout, comme Lazare, un intellectuel prêt à mettre, au prix de son confort et de sa sécurité, la pensée critique au service de la justice. C'est précisément ce qu'on appelle l'éthique. La « seconde Affaire Dreyfus » débuta à partir de 1898, après la publication de J'accuse grâce auquel se constitua un clivage d'opinion . L'attitude d'Ernest Lavisse au cours de l'Affaire est tout à fait saisissante en ce qu'elle fut à rebours de l'engagement d'un Zola ou d'un Lazare. Dans une lettre du 1er août 1898 à Poincaré, Lavisse - qui enseignait à Saint-Cyr et dont le frère était officier d'ordonnance - parlait de « L'inconscient Zola ». En patriote

préoccupé par la division de la nation, il y considérait qu'il « faut mettre entre les furieux un tiers-parti », soit en définitive constituer un parti qui ne prenne pas partie... Fin 1898, après le renvoi de l'affaire devant la cour de cassation, il signa un texte demandant l'ajournement du procès Picquart et il finit par démissionner de son enseignement à Saint-Cyr. Il s'en expliqua dans une tribune du journal Le Temps du 28 janvier 1899 dans laquelle il ne prenait pas position sur le fond de l'Affaire mais déplorait le conflit qu'elle suscitait entre Français . Dans Le Figaro, Le Temps et dans La Revue de Paris, Lavisse continua à lancer des appels à la réconciliation nationale « quelle que soit » la décision de la Cour de Cassation . En instituteur national patenté, Lavisse ne prit pas partie dans l'Affaire Dreyfus. Il resta « neutre » tout en se voulant une incarnation d'une raison supérieure. La neutralité républicaine en actes, ou plutôt en non-actes. Pour l'abandon de la « neutralité » et pour une histoire au service de la pensée critique Les programmes scolaires induisent une perception de l'histoire où la République est présentée tel un rempart contre tout ce qui serait contraire à ses « valeurs » : antisémitisme, racisme, xénophobie, rejet de l'autre, sexisme etc. Or, un regard libre et sans concession sur l'histoire figure un portrait bien différent. Si la République a pu être parfois émancipatrice, elle s'est également montrée tricheuse, antidémocratique, antisémite, violente, raciste et coloniale. On a vu combien le récit qui veut que les antisémites, les antidreyfusards ou les xénophobes aient été mécaniquement dans le camp des anti-républicains relève d'une reconstruction a posteriori. L'inverse, à savoir des républicains exempts de toute aptitude à la discrimination et au rejet de l'autre, relève tout autant de la mythologie. La récurrence de l'expression des valeurs républicaines n'a au fond d'autre sens que celui d'en appeler à une unité nationale transcendant les divergences politiques et, à ce titre, elle s'apparente à un nationalisme masqué. L'unité nationale - comme l'a montré l'Union Sacrée de 1914 qui permit le massacre de la Grande Guerre - est l'autre nom de la dissolution de la démocratie. La démocratie ne saurait s'exercer que dans le dissensus, voire dans la conflictualité, une conflictualité politique exprimant les antagonismes qui traversent la société. La négation de ces conflits au profit d'un fantasme d'unité a toujours mené au désastre. La recherche anxieuse du consensus ne fait qu'accroître les occasions de rejet, de mise à l'index et de condamnation de ceux qui ne se sentent pas à l'aise dans ce même consensus, voire qui y sont indifférents ou en sont écartés malgré eux. Afin d'échapper au rôle du bourreau et de retenir avec force la lame de la guillotine, le professeur, singulièrement celui d'une discipline aussi périlleuse que l'histoire, doit commencer par ne pas exiger d'être cru sur paroles. Il doit donc en finir avec le conformisme de la diffusion d'une culture normée et normative. Il doit surtout provoquer chez ses élèves comme chez lui-même l'élaboration d'une pensée critique. Une « pensée » et non un « esprit » critique, c'est-à-dire une pensée dynamique, portée au questionnement et à l'affrontement. On pense toujours « contre », jamais « avec ». Julien Lacassagne [le_bourreau_et_le_professeur-2.pdf](#)

Documents joints

[le_bourreau_et_le_professeur-2.pdf](#)